

M. l'Orateur: Passons à l'ordre du jour.

ORDRES INSCRITS AU NOM DU GOUVERNEMENT

LE BUDGET

L'EXPOSÉ FINANCIER DU MINISTRE DES FINANCES

La Chambre reprend l'étude, interrompue le lundi 26 février, de la motion de l'honorable John N. Turner (ministre des Finances): Que la Chambre approuve la politique budgétaire générale du gouvernement.

M. H. W. Danforth (Kent-Essex): Monsieur l'Orateur, je vous suis infiniment reconnaissant de me fournir l'occasion de m'élever, au nom des producteurs de denrées primaires, des transformateurs ainsi que des industries connexes contre ce qui, d'après moi, constitue une des plus graves injustices commises par le ministre des Finances (M. Turner) dans son budget, en supprimant à tort et à travers les droits de douane sur les aliments importés. Il s'agit d'un acte révoltant de sa part, mais ce qui est également révoltant, c'est l'apparente complicité entre lui et le ministre de l'Agriculture (M. Whelan). Ils ont semblé se féliciter mutuellement—en fait, ils se sont serré la main—d'une politique concernant les producteurs de denrées primaires du pays qui va s'attaquer à la base même de nombreuses entreprises agricoles et de transformations canadiennes qui, à cause des politiques actuelles du gouvernement, ne sont guère ou même pas du tout rentables.

L'industrie agricole est bouleversée comme jamais auparavant, non seulement parce que les tarifs ont été abaissés, mais également parce que le gouvernement actuel a pris, il y a déjà deux ans, des mesures pour communiquer avec tous les groupes de producteurs afin de leur demander de présenter une étude très détaillée sur la façon dont on pourrait aborder le problème des tarifs à l'égard du GATT. Le but était d'accorder certaines concessions qui ne nuiraient pas à l'industrie et, à notre tour, d'en obtenir des autres pays en cause. Le gouvernement, qui a lancé cette invitation, s'est délibérément moqué de tous les groupes de producteurs en prenant la mesure qu'il a annoncée le 19 février, jour où il a délibérément abaissé les tarifs avant que l'on puisse lui communiquer les conclusions de ces études. On a gaspillé des milliers de dollars et des milliers d'heures d'étude et de recherche à cause de cette mesure qu'a prise le gouvernement. Voilà ce que fait un gouvernement qui ridiculise et critique la politique avancée par notre parti. Voilà un gouvernement qui essaie de faire supporter la cause de l'inflation, le coût des aliments, de même que tout le fardeau financier par les producteurs primaires de produits agricoles.

Le gouvernement veut faire de l'agriculture le bouc émissaire de l'inflation. Voilà le gouvernement qui a ridiculisé notre politique par laquelle nous tenterions, au moyen d'une attaque sur deux flancs, d'atteindre notre but d'enrayer l'inflation et la hausse des prix sans obliger personne à se retirer des affaires, ni détruire une industrie. Notre choix était de diminuer les impôts, d'encourager l'augmentation de la production des aliments au Canada, de permettre aux petites entreprises de survivre, de donner plus d'argent aux contribuables particuliers

Le budget—M. Danforth

pour acheter de l'épicerie et, en même temps, d'appliquer durant une brève période un contrôle des prix sur tous les articles sauf les aliments afin de pouvoir de concert avec les provinces, concevoir des directives donnant un moyen raisonnable de contrôler l'inflation dont nous avons si peur aujourd'hui. Mais ce gouvernement n'a pas même voulu étudier cette proposition et la panique s'est emparé de lui lorsque les derniers chiffres de l'inflation ont été publiés. Le gouvernement a aveuglément abaissé les tarifs sur les denrées alimentaires en provenance de l'étranger. La désorganisation de l'industrie et les répercussions sur le chômage seront énormes.

Je ne pense pas que le gouvernement se rende compte des problèmes qu'il a fait naître dans l'industrie jusqu'ici. Dans son exposé budgétaire, le ministre a dit qu'il prenait un risque. Mais, lorsque le gouvernement prend un risque, cela doit-il mettre en cause le gagne-pain des agriculteurs et l'existence d'exploitations agricoles qui appartiennent à la même famille depuis trois générations? Cela doit-il comporter des risques pour les petites sociétés de transformation qui commencent juste à obtenir un rendement satisfaisant et qui voient disparaître leurs chances de survie? Est-ce là le risque que le gouvernement doit prendre? Le ministre des Finances a déclaré que le ministre de l'Agriculture jouerait le rôle de chien de garde de ce programme. Ce ministre assurait la garde tandis que la moitié des recettes et des bénéfices de l'industrie agricole canadienne étaient balayés par l'exposé budgétaire. C'est ce ministre qui a signalé que si cela devait entraîner des difficultés, on pourrait renverser la vapeur dans les 24 heures. Cependant, le gouvernement n'a imposé à nouveau des droits de douane, après les avoir diminués, qu'en de très rares occasions.

Lorsque les droits de douane sur la viande de mouton importée de Nouvelle-Zélande et d'Australie furent supprimés, on avait assuré à l'industrie ovine de notre pays que si elle connaissait des difficultés, cette mesure serait modifiée. Nous n'avons plus d'industrie ovine au Canada à l'heure actuelle. Elle a disparu. Qu'est-ce que cela représente? Je sais gré au député de Peel-Dufferin-Simcoe (M. Madill) de m'avoir procuré ce document, publié par la Peel Halton Beef Improvement Association. Il nous donne une idée de ce contre quoi nous luttons. Le tarif sur le bœuf importé au pays a été réduit de 1.5c. la livre. Qu'est-ce que cela représente pour le producteur primaire qui vend 150 bêtes en un an? Ce n'est pas un chiffre considérable et beaucoup de producteurs en vendent bien davantage. Compte tenu du revenu moyen annuel du producteur, 1.5c. la livre représente la somme renversante de \$4,800—chiffre qui pourrait signifier un bénéfice ou un déficit dans l'exploitation de son entreprise.

• (1520)

Le gouvernement a recouru à cette mesure malgré la mesure contraire prise par tous nos partenaires commerciaux. Savez-vous, monsieur l'Orateur, que la Communauté économique européenne a accordé trois milliards de dollars pour aplanir les difficultés rencontrées par ce groupe commercial? Savez-vous que 86 p. 100 de ces trois milliards doivent servir à subventionner l'agriculture et à assurer une agriculture rentable dans le cadre du Marché commun? C'est dire l'importance qu'on attache à l'agriculture dans ces pays. Les États-Unis se gardent bien de réduire les tarifs sur les aliments importés chez eux car, à l'encontre de notre gouvernement, ils accordent à l'agriculture un rôle de premier plan. Non seulement adoptent-ils actuellement une politique en vue de protéger cette industrie, mais ils songent même à établir d'autres barrières